

DE BUENOS AIRES



N°44 – Du 28 octobre au 3 novembre 2022

Zoom – Les services du FMI concluent leur mission au Chili dans le cadre de l'article IV : à la clé, quelques conseils budgétaires

Le 28 octobre, les services du Fonds monétaire international (FMI) ont conclu leur mission au Chili dans le cadre de l'article IV. Au terme de cette mission, les services ont largement salué l'ajustement des politiques macroéconomiques chiliennes en sortie de crise pour réduire les déséquilibres accumulés au cours de la crise sanitaire, qui devrait porter la croissance du PIB à 2,1% en 2022, suivie d'une récession de 1,3% en 2023 et d'un retour, à moyen terme, au potentiel de croissance de l'économie de 2,5%. Malgré l'accumulation de risques baissiers, à la fois externes (choc sur le cours du cuivre, ralentissement de la Chine, etc.) et internes (résurgence des mouvements sociaux face aux tensions sur les prix alimentaires et énergétiques, incertitude autour du processus constitutionnel, etc.), les services ont, une fois de plus, souligné les excellents fondamentaux de l'économie chilienne, qui lui ont permis d'absorber les chocs externes des derniers mois. En effet, le Chili dispose d'une position externe de liquidité solide, composée de réserves de change, de lignes de liquidité (dont la ligne de crédit flexible de 18 Mds USD du FMI octroyée fin août) et des actifs de ses fonds souverains. Au cours des derniers mois, elle lui a permis, grâce à un programme d'intervention sur le marché des changes (25 Mds USD annoncés mi-juillet) et à la flexibilité du taux de change du peso, de limiter les effets de la chute du cours du cuivre sur sa monnaie et *in fine* l'inflation. Les services invitent les autorités chiliennes à maintenir leur politique cambiaire, en continuant à s'appuyer sur la flexibilité du peso afin d'absorber les chocs externes et en s'attachant, dès que possible, à relancer un programme d'accumulation de réserves. Concernant la politique monétaire, les services soulignent que la Banque centrale doit se tenir prête à prolonger son cycle de resserrement monétaire – mis en pause mi-octobre – si les pressions inflationnistes persistent. Elle doit également s'attacher à renforcer le marché financier domestique, dont la profondeur et la liquidité ont été mises à mal par les retraits de l'épargne individuelle des fonds de pension privés. Concernant la politique budgétaire, les services du FMI relèvent le fort ajustement entrepris en 2022, avec un excédent budgétaire attendu à 1,6% du PIB en 2022 (le premier depuis une décennie) et le renflouement des caisses des fonds souverains, tout en redirigeant les dépenses vers les ménages les plus vulnérables. Cependant, les services relèvent que l'orientation du projet de loi de finances pour 2023, actuellement discuté au Congrès, est expansionniste (déficit attendu à 2,4% du PIB), alors que l'inflation (5% en fin de période) et le déficit courant (4,5% du PIB) resteront élevés. Afin de résorber ces déséquilibres, les services jugent donc souhaitable de creuser la dépense à mesure que les recettes budgétaires structurelles seront étoffées. En d'autres termes, alors que le projet de loi prévoit de creuser les dépenses sociales, en particulier pour financer la pension universelle garantie, et les dépenses d'investissement public, ceci devrait se faire à mesure que de nouvelles ressources pérennes seront mobilisées grâce à la réforme fiscale, aussi en cours de discussion au Congrès. Les services du FMI notent que cette réforme, relativement ambitieuse mais complète, pourrait davantage prendre en compte les normes internationales, notamment en termes d'impôt sur le revenu, le seuil d'exemption restant élevé et les taux d'imposition pour les classes moyennes faibles, mais aussi en termes d'impôt sur la fortune, dont les rendements attendus sont assez optimistes. La bonne mise en œuvre de cette réforme sera essentielle pour assurer celle des diverses réformes sociales, notamment de celle des retraites qui vient d'être présentée par le gouvernement, mais aussi pour préserver un endettement soutenable (38,2% du PIB projetés pour 2023).

**LE CHIFFRE
À RETENIR**

2,4%

Estimation du déficit budgétaire en 2023 (% du PIB)

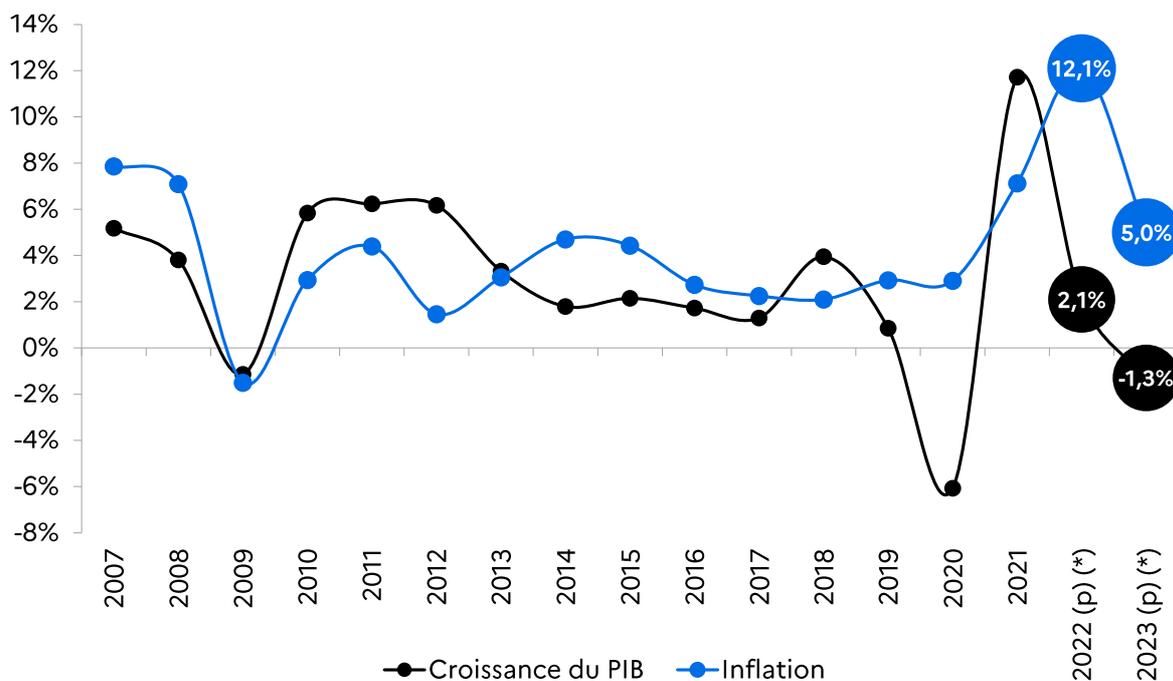
Principaux indicateurs macroéconomiques

	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,1%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publique (% du PIB)	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieure (% du PIB)	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	2,1%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	4,1%	2,0%	0,1%	5,2%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	100,3%	12,6%	8,9%	9,0%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Chili – Croissance annuelle du PIB (%) et inflation annuelle (fin de période, %)



(*) (p) = Prévision

Sources : FMI, SER Buenos Aires

ARGENTINE

L'Argentine et le Club de Paris s'accordent sur le rééchelonnement de la dette officielle

Après la restructuration de la dette privée en septembre 2020 ainsi que l'approbation du mécanisme élargi de crédit (MEDC) par le conseil d'administration du FMI en mars 2022, l'Argentine a franchi une autre étape dans son cycle des négociations financières avec la conclusion d'un accord qui vise à rééchelonner la dette de 1,9 Md USD due aux créanciers officiels au titre de l'accord avec le Club de Paris en 2014.

Selon la presse, dans le cadre de cet accord, l'Argentine aurait effectué des paiements minimaux de capital et d'intérêts à hauteur de 7,9 Mds USD jusqu'en 2019. Toutefois, la détérioration des conditions financières et la sortie de l'accord de confirmation conclu avec le FMI en 2018 ont ensuite conduit à la suspension unilatérale des remboursements. Depuis cette date, les principaux créanciers de l'Argentine membres du Club de Paris seraient l'Allemagne (37% de la dette), le Japon (22%) et les Pays-Bas (8%).

À l'issue des discussions à Paris, les 27 et 28 octobre, entre le Secrétariat du Club de Paris ainsi que l'équipe technique du ministère de l'Économie argentin, dirigée par Leonardo Madcur, directeur de cabinet du ministre Sergio Massa, et Marco Lavagna, responsable des relations internationales dudit ministère mais aussi directeur de l'Institut national des statistiques (Indec), les deux parties se sont accordées sur les conditions pour apurer les arriérés accumulés.

Selon la presse, l'échéancier des paiements prévoit treize versements semestriels entre décembre 2022 et septembre 2028. Sur la période, les déboursements comprenant le capital et les intérêts seraient, en moyenne annuelle, compris entre 240 et 390 MUSD. De plus, le taux d'intérêt de 9% serait réduit à 3,9% pour les trois premiers versements, avant d'être progressivement relevé à 4,5%. Enfin, l'accord trouvé comptabiliserait les versements de 430 MUSD effectués en juillet 2021 et février 2022.

Le ministre de l'Économie Sergio Massa s'est félicité de l'accord qui écarte, à court terme, la menace d'une déclaration de défaut de l'Argentine. Cette avancée contribue aussi à la réintégration du pays dans la communauté financière internationale et vient soulager, paradoxalement, la pression sur les réserves internationales (38,9 Mds USD fin octobre). En effet, selon la presse argentine, le pays remboursera 40% des engagements au cours des deux prochaines années versus 58% dans les conditions de 2014. De plus, cet accord s'inscrit dans les assurances de financement fournies par les créanciers du Club afin de soutenir le programme du FMI et permettre ainsi le retour de l'Argentine à la viabilité financière.

Le durcissement du contrôle des importations a fait légèrement augmenter l'endettement externe du secteur privé au 2^{ème} trimestre de 2022

Au 2^{ème} trimestre de 2022, la dette externe du secteur privé s'est élevée à 83,4 Mds USD, soit 13,2% du PIB prévisionnel. Elle a dès lors progressé de 2,7 Mds USD par rapport au trimestre précédent, après avoir augmenté de 3,9 Mds USD entre la fin 2021 et la fin du 1^{er} trimestre de 2022. Comme au cours du 1^{er} trimestre, la progression de l'endettement



externe a surtout été due à celle de la dette commerciale (43,6 Mds USD ; +3,9 Mds USD sur le trimestre), tandis que l'endettement financier a reculé (39,8 Mds USD ; -1,2 Md USD), en bénéficiant du remboursement des prêts financiers (-720 MUSD) et des titres de dette (-356 MUSD).

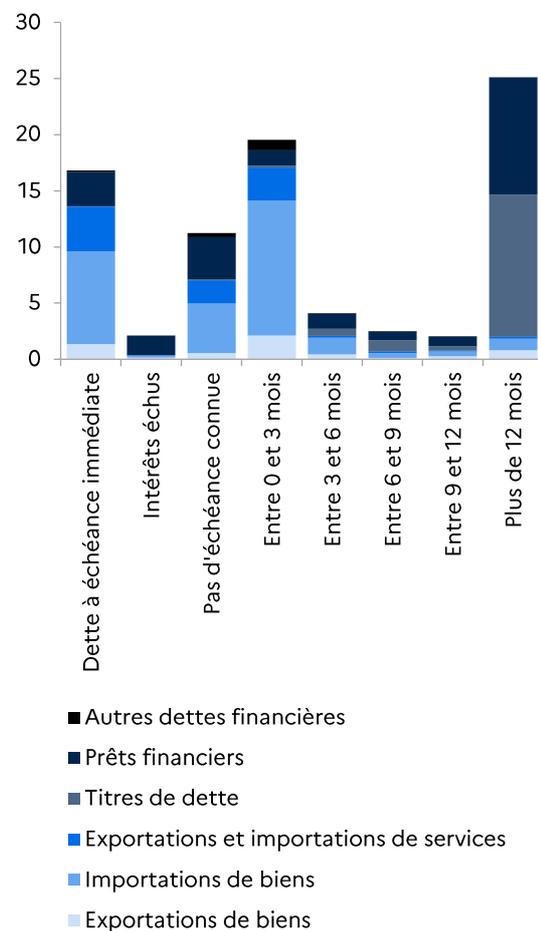
Par ailleurs, la progression de l'endettement commercial a principalement été due à celle des dettes liées aux importations de biens, qui ont atteint un niveau record (28,2 Mds USD ; +3,5 Mds USD sur le trimestre). Elles concernent surtout le commerce de gros (6,3 Mds USD ; +549 MUSD) ainsi que l'industrie automobile (3,3 Mds USD ; +418 MUSD). Cette hausse s'explique par le durcissement du contrôle des importations par la Banque centrale – en décembre 2021 et en juin 2022 notamment – en allongeant la durée entre la date de dédouanement de certains des biens importés et la date d'accès aux devises qui permettent de régler ces importations (180 à 360 jours selon le type de bien), ou bien en élargissant la liste des produits soumis à ces contrôles.

De plus, à la fin du 2^{ème} trimestre de 2022, l'endettement externe privé restait composé en majorité de dettes liées aux importations de biens (28,2 Mds USD ; 34% du total) et de prêts financiers (23,3 Mds USD ; 28%). Il était également composé de titres de dettes (14,9 Mds USD ; 18%), de dettes liées aux services (9,6 Mds USD ; 11%), presque exclusivement liées aux importations de services, ainsi que de dettes liées aux exportations de biens (5,8 Mds USD ; 7%) et d'autres dettes financières (1,5 Md USD ; 2%).

Sur le plan sectoriel, l'endettement externe du secteur privé provient majoritairement de l'industrie manufacturière (26,9 Mds USD ; 32%) et l'activité minière (16,8 Mds USD ;

22%). Concernant la dette financière, les activités énergétiques, très capitalistiques, concentrent une part importante de cette dette, comme en témoignent l'extraction pétrolière et gazière (11,3 Mds USD ; 28% du stock de ladite dette), suivie par la fourniture d'électricité et de gaz (5,2 Mds USD ; 13%).

Échéances de la dette externe du secteur privé (Mds USD)



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

Signe du rôle fondamental des financements intragroupes, environ 46% des financements extérieurs restent accordés, tous secteurs confondus, par des entreprises du même groupe, contre seulement 18% via des titres financiers et environ 12% par des institutions



financières. De plus, la dette externe est très largement libellée en dollars (90%), puis en pesos argentins (5%) et en euros (4%). De plus, les créanciers sont surtout établis aux États-Unis (18,9%), puis au Pays-Bas (8,2%), au Brésil (5,6%), en Suisse (4,6%) et en Chine (3,9%). Les créanciers français détiennent près de 2,1% du stock de la dette extérieure privée argentine.

Concernant les échéances, les paiements à moins d'un an s'élevaient à 41,6 Mds USD pour la dette commerciale (95% de ladite dette) et 16,7 Mds USD pour la dette financière (42% de ladite dette). Toutefois, l'obligation des entreprises de restructurer, pour une durée moyenne minimale de 2 ans, au moins 60% des échéances mensuelles de leur dette financière quand elles sont supérieures à 2 MUSD, aurait permis, selon les autorités monétaires, d'économiser 890 MUSD au 2^{ème} trimestre de 2022, vis-à-vis des échéances initialement prévues. Les restructurations ont concerné 14 entreprises. Depuis la mise en place de cette mesure, environ 3,5 Mds USD auraient ainsi été économisés.

Le gouvernement met en place un taux de change attractif pour les paiements par carte bancaire des touristes visitant l'Argentine

Le gouvernement a annoncé que les touristes étrangers visitant l'Argentine pourront payer leurs dépenses par carte de crédit à un taux de change avantageux. En effet, afin de les inciter à diriger leurs devises vers le marché des changes formel, ils devraient bénéficier, lorsqu'ils effectueront leurs achats avec leur carte de crédit, du dollar financier MEP (près de 290 ARS/USD), plus avantageux que le taux officiel (à environ 158 ARS/USD). Ce dollar est utilisé dans le cadre d'opérations

financières avec des achats d'obligations en pesos, revendues ensuite en dollars.

Jusqu'alors, seulement 15% des transactions effectuées par les touristes se faisaient via le marché des changes formel, les touristes privilégiant l'échange de leurs devises en liquide sur le marché informel dans l'optique de bénéficier du dollar « Blue » (actuellement autour de 290 ARS/USD).

En tâchant de ramener les touristes vers le système formel en leur faisant bénéficier du dollar MEP, le gouvernement entend dès lors capter plus de 250 MUSD par mois (contre seulement 30 MUSD actuellement) et plus de 1,1 Md USD au cours des deux derniers mois de 2022.

Cette mesure s'inscrit ainsi dans la volonté du gouvernement d'atteindre les cibles de réserves internationales nettes fixées dans le programme avec le FMI. Il cherche en effet à privilégier les entrées de devises, comme il l'a fait avec le dollar soja, notamment pour contrebalancer les sorties de devises liées à la Coupe du monde de football.

Il s'agit toutefois de la troisième tentative du gouvernement en moins d'un an de ramener les touristes vers le système formel. En effet, le gouvernement avait proposé fin 2021 le compte bi-monétaire, qui permettait aux touristes de vendre légalement leurs devises à un taux supérieur au taux officiel. Le projet n'a pas prospéré, le mécanisme étant très peu attractif pour des touristes en vacances seulement quelques jours. Courant 2022, un autre mécanisme visant à capter les devises en liquide des touristes pour les convertir à un taux de change avantageux avait aussi été proposé.

CHILI

L'activité économique a reculé en septembre, tout en confirmant un atterrissage en douceur

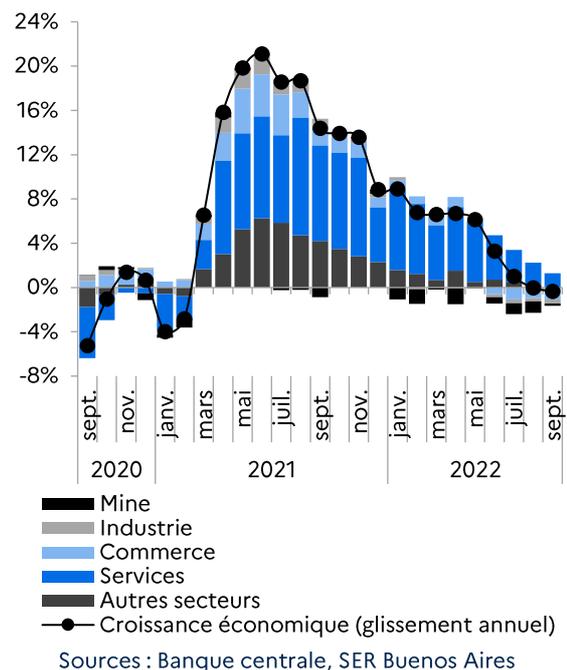
En septembre, l'activité économique du Chili a reculé de 0,4% en glissement annuel, après avoir stagné en août et progressé de 1,0% en juillet. Il s'agit de la première baisse d'activité enregistrée depuis février 2021. Sur un mois, en désaisonnalisé, elle a progressé de 0,2% (après +0,5% en août et -1,1% en juillet). Ainsi, sur les neuf premiers mois de l'année, la croissance s'est élevée à 4,3% sur un an.

Seuls les services ont contribué positivement à la croissance sur le mois (+2,9% sur un an en septembre), grâce aux services d'éducation et aux services de transport, tandis que le commerce (-10,2%), influencé par la baisse des ventes des supermarchés et des grands magasins, ainsi que des ventes de vêtements, d'équipements ménagers et de machines et équipements, a enregistré un recul d'activité. Ce fut aussi le cas de l'industrie (-4,4%) et de l'activité minière (-0,1%).

Ces chiffres confirment donc un atterrissage de l'économie moins abrupte qu'anticipé, les agents économiques anticipant initialement une diminution de l'activité économique de 1,0% en septembre. Ainsi, ces bons résultats conduisent les économistes à réhausser leurs prévisions de croissance du PIB pour 2022, tout comme le FMI, qui envisage désormais une croissance de 2,1%. Les perspectives de chutes consécutives de l'activité au cours des prochains mois et de récession en 2023 ne sont toutefois pas remises en cause.

En attendant, les résultats du marché du travail restent relativement stables, le taux de chômage ayant légèrement augmenté à 8,0% sur le trimestre glissant de juillet à septembre (contre 7,9% sur le trimestre glissant de juin à août). Le taux d'emploi a légèrement reculé, pour s'établir à 54,9% (contre 55,0%), tandis que le taux d'activité est resté stable à 59,7%. De son côté, le taux d'emploi informel a augmenté, en passant à 27,1% sur le trimestre glissant de juillet à septembre (contre 26,7% sur le trimestre glissant de juin à août).

Croissance du PIB et contributions des secteurs d'activité



Les difficultés du secteur de la construction chilien se répercutent sur celui des travaux publics

L'entreprise de BTP chilienne Claro Vicuña Valenzuela (ou CVV) a annoncé la semaine passée le début de sa procédure volontaire de liquidation, après 65 ans d'activité dans le



secteur. CVV emploie 2.500 salariés et gère 18 contrats, dont 10 en cours de chantier concernant des marchés publics de travaux (projets hydrauliques, voirie, assainissement rural, etc.) en lien avec le ministère chilien des Travaux publics.

Le gouvernement met tout en œuvre pour assurer la continuité des projets, bien qu'une période de transition minimum de dix mois soit estimée avant qu'un nouvel acteur ne reprenne les chantiers. Il déplore le choix unilatéral de CVV, préférant une liquidation à une restructuration qui aurait permis de pérenniser l'activité de l'entreprise et de sauvegarder les emplois.

Ainsi, afin d'éviter que cette situation ne se reproduise, le ministère a mis en place un suivi approfondi de 300 contrats (parmi ses quelques 1.400 contrats) pouvant présenter des difficultés similaires.

Cette faillite est révélatrice de la crise que traverse le secteur de la construction. Depuis 2019, près de 12 entreprises en difficulté ont entamé des procédures collectives (qu'il s'agisse de liquidations judiciaires, ou bien de restructurations, procédures de sauvegarde ou négociations). Les entreprises du secteur ont d'abord fait face aux conséquences de la crise sociale au Chili fin 2019, puis de la crise sanitaire, qui ont contraint la poursuite des chantiers. Plus récemment, sont pointés du doigt les fortes perturbations des chaînes d'approvisionnement, le manque de main d'œuvre, l'augmentation des taux d'intérêts et la très forte inflation. Les prix de certains intrants du secteur auraient ainsi augmenté de plus 30% en moins d'un an.

Ainsi, face à cette situation, le gouvernement envisage de réduire la bureaucratie et de flexibiliser les contrats, en particulier pour

prendre en compte l'augmentation des prix des intrants. Le gouvernement a également annoncé une série d'autres mesures afin de soutenir le secteur, comme la prorogation de certains avantages fiscaux (crédits de TVA, en particulier). Certains experts estiment dès lors que l'intervention de l'État au profit du secteur de la construction pourrait s'élever à 400 MUSD.

À ce défi s'ajoute aussi celui de la crise des logements, avec un déficit estimé de 650.000 logements décents. La crise du secteur de la construction risque ainsi de compromettre l'objectif du président Boric, puisqu'il s'était engagé à combler 40% de ce déficit au cours de son mandat. Plusieurs mesures ont aussi été annoncées très récemment, à l'instar de garanties publiques pour faciliter les crédits immobiliers aux ménages les plus modestes.

Face au déficit de l'offre de cuivre et à la dégradation des perspectives du secteur, davantage d'investissements sont nécessaires

Les perspectives à court terme du secteur du cuivre n'ont cessé de se détériorer au cours des derniers mois. Le cours du cuivre a fléchi, chutant de 25% entre début juin et début novembre, face aux craintes de récession mondiale, notamment en Chine, qui pèsent fortement sur la demande du minerai.

Ainsi, c'est dans ce contexte que l'entreprise publique chilienne Codelco, leader mondial du cuivre, a annoncé une baisse de 35% de son bénéfice au 1^{er} semestre de 2022 par rapport à l'année précédente, du fait d'une production en diminution de 9,3% sur les six premiers mois de l'année.

Par ailleurs, l'industrie minière chilienne est soumise à de multiples pressions sociales et



politiques. D'ici à 2024, le taux d'imposition effectif sur les sociétés minières pourrait atteindre 10 à 15%, avec un impact sur les investissements futurs réalisés au Chili. Le gouvernement du président Gabriel Boric a pris la mesure du risque en proposant des modifications à la structure de la taxe minière (« *royalty* minier ») du projet de loi de la réforme fiscale qui est actuellement en discussion au Congrès.

Les investissements dans le secteur du cuivre sont d'autant plus nécessaires que Codelco ainsi que d'autres grandes sociétés minières mettent en garde contre le manque de cuivre pour atteindre les objectifs de la transition énergétique. En effet, la demande mondiale croissante de cuivre pour assurer un déploiement assez rapide de voitures électriques, d'électricité renouvelable et de lignes électriques, pourrait dès lors créer une pénurie. Selon les spécialistes du secteur, les véhicules électriques contiennent environ quatre fois plus de cuivre que les voitures traditionnelles.

Or, si le Chili représente à lui seul un tiers de la production mondiale, au fil des années, les meilleurs gisements se sont taris, alors que les compagnies ne parviennent pas à extraire autant de cuivre qu'elles le voudraient. Ainsi, plusieurs facteurs tendent à expliquer le ralentissement de la production, tels que la baisse de la qualité du minerai qui sort des mines (teneur plus faible), les restrictions d'eau dans le pays liées au stress hydrique et le faible nombre de nouveaux gisements, puisqu'il faut en moyenne 16 ans pour qu'une nouvelle mine de cuivre soit exploitée, selon l'Agence internationale de l'énergie.

PARAGUAY

La Banque centrale maintient son taux directeur, marquant une pause dans son cycle de resserrement monétaire dans un contexte d'incertitude causé par La Niña

Après avoir augmenté son taux directeur de 25 points de base en août et en septembre, passant de 8,0% à 8,5%, la Banque centrale paraguayenne a décidé, lors de sa dernière réunion de politique monétaire en octobre, de le laisser inchangé. Elle marque ainsi, pour l'instant, une pause dans son cycle de resserrement monétaire initié en août 2021, lorsque le taux directeur était fixé à 0,75%.

En effet, le taux d'inflation ralentit, passant de 10,5% en glissement annuel en août à 9,3% en septembre et à 8,1% en octobre. Ainsi, cette baisse est plus importante que celle anticipée dans le rapport sur la politique monétaire de la Banque centrale de juin. Dès lors, les autorités monétaires tablent, dans leur rapport de septembre, sur une inflation de 8,6% en fin de période en 2022 (contre 8,8% en juin) et 4,1% en 2023.

Cette révision à la baisse est due à une très forte modération de l'activité économique (croissance du PIB projetée à 0,2% en 2022 par la Banque centrale) et au ralentissement du rythme de variation des prix des denrées alimentaires (+10,9% en glissement annuel en octobre, contre +12,9% en septembre) et de l'énergie (+23,6%, contre +36,9%). De leur côté, les anticipations d'inflation des agents économiques s'établissent à 4,5% à l'horizon de politique monétaire (deux ans).



Toutefois, l'ajustement monétaire, conjugué avec la persistance, pour la troisième année consécutive, du phénomène climatique La Niña, qui se caractérise par de très faibles précipitations et des températures élevées, pourrait davantage peser sur la croissance du pays. Si La Niña a diminué en intensité depuis 2022, celui-ci persistera au moins jusqu'à février 2023 avec le risque d'une résurgence et des effets d'autant plus dramatiques sur le secteur agricole paraguayen.

En effet, la production agricole au Paraguay n'a cessé de diminuer au cours des dernières années, passant d'une moyenne de près de 1.370 kgs par hectare en 2012 à moins de 900 kgs par hectare en 2022, soit une perte d'exportations de 3,0 Mds USD (5% du PIB).

La chute de l'activité du secteur agricole est ainsi attendue par la Banque centrale à 13,0% en 2022 (après -18,1% en 2021) et explique la majeure partie de la diminution de l'activité générale. Sur les huit premiers mois de 2022, l'activité économique a reculé de 1,8%. De plus, hors secteur agricole, elle progressé de 1,6%, grâce au dynamisme des services, à l'instar de l'hôtellerie et de la restauration, mais également des services immobiliers et de transport.

Par ailleurs, la reprise de La Niña pourrait se ressentir en particulier sur les exportations. Sur les neuf premiers mois de l'année, les exportations ont totalisé près de 10,6 Mds USD, soit une baisse de 1,2% en glissement annuel. Celle-ci a principalement été due à la chute des exportations de produits primaires (7,7 Mds USD ; -32% en glissement annuel), via la baisse des exportations de graines de soja (1,1 Md USD ; -56% sur un an), bien que celle-ci a été partiellement compensée par une augmentation des exportations de maïs (196 MUSD ; +264% en glissement annuel) et

de viande bovine (83 MUSD ; +70%). De leur côté, les importations ont totalisé 11,3 Mds USD, progressant de 24,2% sur cette même période et étant principalement portées par les importations de produits alimentaires et énergétiques.

URUGUAY

UTE, la compagnie d'électricité publique uruguayenne, prévoit d'investir dans des infrastructures et l'inclusion sociale

Dans le cadre d'une cérémonie organisée pour les 110 ans de l'entreprise UTE, qui est la compagnie d'électricité publique du pays, sa présidente, Silvia Emaldi, a détaillé les défis majeurs, présents et futurs, de la compagnie. À cet égard, elle a déclaré qu'ils se fondaient à la fois sur la sécurité et l'équité en matière d'électricité, mais également sur la durabilité environnementale.

Elle a annoncé que l'entreprise investirait 1,4 Md USD au cours des cinq années à venir (dont 230 MUSD en 2023 et 440 MUSD en 2024). Cela permettrait ainsi de réaliser des travaux pour renforcer les infrastructures, à l'instar de la pose d'une seconde ligne de transmission vers Punta del Tigre, à l'Ouest de Montevideo, mais aussi la fermeture de l'« anneau Nord » grâce à une ligne de transmission reliant Tacuarembó à Salto et la rénovation de la centrale électrique située à Baygorria, entre autres.

La présidente a signalé le développement de projets pilotes avec, à l'Ouest de l'Uruguay, la municipalité de Soriano et Río Negro, pour déployer l'irrigation artificielle qui pourrait

multiplier les rendements des agriculteurs locaux par trois.

En termes de durabilité environnementale, la présidente a souligné l'effort consenti afin de développer le réseau des 142 stations de recharges électriques que compte le pays. L'objectif est d'atteindre environ 300 points de charge d'ici 2023.

Par ailleurs, l'entreprise développe des plans visant à garantir un accès sûr à l'énergie à tous les ménages. Elle a annoncé la mise en œuvre d'un plan d'inclusion sociale visant à augmenter les installations et à régulariser les ménages jugés vulnérables, qui continueront à bénéficier de remises comprises entre 80% et 90 % de la valeur du tarif de base.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago, Ambassade de France en Uruguay

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@Tresor_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)